

Mercredi 24 septembre 2008

Un PDG indien frappé à mort...

« Cela devrait servir d'avertissement aux cadres dirigeants », a affirmé hier le ministre du Travail indien, Oscar Fernandes. La veille, Lalit Kishore Chaudhary, dirigeant de la société Graziano Trasmissioni India, une entreprise fabriquant des équipements automobiles à Noida, à l'est de New Delhi, est décédé après avoir été battu à mort par ses salariés. « Les travailleurs doivent être traités avec compassion. Ils ne doivent pas être poussés à bout », a jugé le ministre. Selon la police, le dirigeant aurait été frappé à l'issue d'une réunion houleuse avec d'anciens salariés. L'ambiance s'était dégradée après qu'une centaine d'entre eux avaient été mis à la porte il y a deux mois. Motif : ils auraient mis à sac leur usine parce qu'ils exigeaient des hausses de salaires.

jeudi 27 août 2009



Des voitures officielles mises sur le toit dans le complexe de Linzhou Steel Corp dans le Henan China Daily

Chine: quand les salariés s'éveilleront...

Avec la crise, les révoltes ouvrières spontanées deviennent plus violentes et inquiètent les autorités.

Le drame est venu des décisions chinoises de restructurer la sidérurgie pour cause de surproduction d'acier. Chen Guojun venait d'être nommé PDG de Tonghua Iron steel, société d'Etat de la province du Jilin dans le Nord-est. Sa mission: préparer le rachat de cette aciérie par l'investisseur privé Jianlong steel. Très vite, il annonce le licenciement de 25.000 salariés sur 30.000. La colère se déchaîne dans l'entreprise à la fois contre la privatisation et contre les seulement 200 yuans d'indemnités mensuelles pour les futurs chômeurs. Le directeur, lui, touche 3 millions de yuans par an (312.000 euros). Le 24 juillet, une discussion dans son bureau s'envenime. Une foule de

protestataires le frappe et empêche l'ambulance d'approcher lorsqu'il s'effondre. Quand il arrive enfin à l'hôpital, Chen Guojun est mort.

Aux pires moments de la révolution culturelle, quand Mao Zedong avait lancé le slogan «il est bon de se révolter», des directeurs d'usines qualifiés de «révisionnistes» avaient succombé sous les coups d'employés fanatisés. Dans la Chine d'aujourd'hui, au contraire, Hu Jintao souhaite que s'épanouisse une «société harmonieuse».

Des médias chinois n'ont pas caché la gravité de l'événement. Les internautes l'ont commenté en affirmant que «l'intérêt des ouvriers a été négligé» (sur le site Tianya) ou en félicitant les salariés d'avoir «osé défier l'inégalité sociale» (sur Wangyi). Difficile de trouver un blogueur qui plaigne le directeur de l'usine, comme s'il lui était reproché d'avoir été victime de sa propre maladresse.

Le 7 août, le gouvernement du Jilin nomme une nouvelle direction à Tonghua et annonce que le groupe Jianlong est «exclu à jamais» de toute future restructuration de l'aciérie. Pas d'allusion à d'éventuelles sanctions contre les meurtriers. Un parti pris ouvriériste qu'explique Jean-Louis Rocca, directeur de l'atelier de Sociologie à l'université Tsinghua de Pékin. «La période des fermetures de grandes usines d'Etat est terminée depuis plusieurs années. La classe moyenne a pris une place centrale dans la société chinoise. Mais dans un pays qui se dit communiste, l'appareil d'Etat garde des liens historiques et culturels forts avec la classe ouvrière».

Un conflit social comparable va alors permettre d'afficher un autre mode de gestion. A Linzhou, dans le Henan, une aciérie d'Etat, là encore, a été vendue à un prix très bas (64 millions de dollars) et n'a offert que de faibles compensations aux travailleurs licenciés (1000 yuans par an). Le 12, ils sont un millier à occuper l'usine et prennent un cadre supérieur en otage. Les autorités régionales se rendent sur place. Leurs voitures sont renversées en protestation contre la coupure du téléphone décidée par la police!

Mais le dialogue s'instaure dès que les autorités admettent que les travailleurs auraient dû être consultés sur la privatisation: «Les responsables de cette entreprise ont pris des décisions, déterminantes pour son destin, sans en faire délibérer l'assemblée générale des ouvriers, ce qui a provoqué la colère des ouvriers, qui ont choisi un moyen d'expression irrégulier» résume devant la presse le vice secrétaire du Parti Communiste du Henan. ... / ...

En 2007, le pays a officiellement connu 80.000 «incidents de masses», terme désignant les manifestations et émeutes. Pour 2008, ce serait 120.000. Ce sont des conflits d'inégale importance où interviennent parfois des avocats ou des associations locales d'entraides plus ou moins tolérés par les autorités. Pour l'essentiel, les différents se règlent au cas par cas. Ce qui n'incite pas le Parti unique au pouvoir à instituer de nouvelles formes de dialogue social. Sauf peut-être si la crise amplifiait les conflits.

Richard Arzt

Voilà deux exemples de là où nous emmène l'offshore. Il ne sert à rien « d'offshorer » les patrons, ils semblent aussi bien payés qu'en France, certes leur vie est un peu plus difficile.

Trêve de plaisanterie !

Grâce au protocole qui a été signé en plein cœur de l'été, les réunions commencent à s'enchaîner.

- Mardi 1 Septembre pour la mise en place d'un Comité de Groupe. Du temps d'HP, il y avait 8 salariés élus pour représenter les deux sociétés HP. Avec le rachat d'EDS (troisième société), la Direction des Ressources Humaines propose dans son premier jet 6 (yes, six !) élus pour représenter les trois sociétés.

C'est ça les Ressources Humaines, plus de sociétés, plus de salariés et moins de représentants des salariés !

- Vendredi 4 Septembre pour la première réunion des NAOs. Les Négociations Annuelles Obligatoires doivent être loyales, sérieuses et transparentes. Les NAOs portaient principalement sur les salaires, mais depuis récemment de nouveaux sujets doivent être traités :
 - égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ;
 - épargne salariale ;
 - prévoyance maladie ;
 - insertion des travailleurs handicapés ;
 - gestion prévisionnelle des Emplois et des Compétences.

Nous sommes déjà sortis de ces négociations, en nous entendant dire "Seules les négociations sont obligatoires..." et rien ne bouge. Cool, non ?

Pour en revenir au calendrier :

- Le 8 Septembre, réunion du CE exceptionnel, dit PSE1.
- Le 17 Septembre, réunion du CE ordinaire.
- Le 29 Septembre, réunion du CE exceptionnel, dit PSE2.
- Le 6 Octobre, négociations sur la participation.
- Le 13 Octobre, réunion du CE exceptionnel, dit PSE3.
- Le 15 Octobre, réunion du CE ordinaire.
- Le 29 octobre, négociations sur l'Emploi des Séniors.
- Le 5 Novembre, réunion du CE exceptionnel, dit PSE4.
- Le 12 Novembre, négociations sur l'Emploi des Séniors.
- Le 19 Novembre, réunion du CE ordinaire.
- Le 26 Novembre, réunion du CE exceptionnel, dit PSE5.
- Le 26 Novembre, négociations sur l'Emploi des Séniors.
- Le 3 Décembre, négociations sur l'Emploi des Séniors.
- Le 10 Décembre, réunion du CE ordinaire.
- Le 17 Décembre, réunion du CE exceptionnel, dit PSE6.

Voilà le calendrier ...

**... Les délégués de SUD Solidaires seront à votre disposition
vendredi 4 septembre, entre 13h et 14h
au local syndical SUD d'EDS Nanterre (bureau 0C13).**